

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 St Etienne

St Etienne, le 26/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALEYRE ET CIE

lieu dit « LA GARE-CHEZ GAME »
42620 Saint-Martin-d'Estréaux

Code AIOT : 0054200809

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2025 dans l'établissement VALEYRE ET CIE implanté LIEU DIT LA GARE CHEZ GAME 42620 Saint-Martin-d'Estréaux. L'inspection a été annoncée le 14/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le contexte de la sécheresse 2025 et de la problématique particulière liée au non remplissage du barrage du Rouchain (Renaion).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALEYRE ET CIE
- LIEU DIT LA GARE CHEZ GAME 42620 Saint-Martin-d'Estréaux
- Code AIOT : 0054200809
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement spécialisé dans l'abattage de volailles.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Données de prélèvement : compteur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Données de prélèvement :	Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	respect des volumes prélevables autorisés			
4	Obligations déclaratives - GEREP	Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Sécheresse - applicabilité de l'ACS et exemption aux restrictions	Arrêté Cadre Sécheresse du 21/05/2025 article : 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local	Arrêté Cadre Sécheresse du 21/05/2025 article : 5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Sécheresse - respect des restrictions applicables	Arrêté Cadre Sécheresse du 21/05/2025 article : 5	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le Plan de Sobriété Hydrique (PSH) présenté est incomplet et doit être complété pour que l'entreprise puisse bénéficier de l'exemption sur les restrictions définies par l'arrêté cadre sécheresse du 21/05/2025.

Le plan des réseaux déjà réclamé est indispensable pour mettre en œuvre de réelles actions sur la consommation d'eau (avec la mise en place de compteurs d'eau additionnels).

La réutilisation de l'eau usée traitée doit faire l'objet d'un porté à connaissance afin d'être encadrée réglementairement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan complet des réseaux n'est pas disponible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan complet des différents réseaux est une priorité en termes de gestion d'un site ICPE mais également dans la gestion de l'usage de l'eau et de la maîtrise des rejets. Ce plan est à fournir à l'inspection sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Données de prélèvement : compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance du prélèvement : compteur
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Trois compteurs sont physiquement présents sur site avec un relevé hebdomadaire : - un compteur général (index 20 2154.20 m3) - deux sous-compteurs (Tour adiabatique/index 834.43 m3 et lavage/29 65.167 m3).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Étudier la mise en place d'autres sous-compteurs permettant une analyse plus fine des consommations d'eau par poste de consommation mais également la recherche de fuites ou de mauvaises pratiques. Faire un retour à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Cadre Sécheresse du 21/05/2025 article : 5
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des volumes prélevables autorisés
Prescription contrôlée : Selon l'AP d'autorisation du 13/03/2006
Constats : Entreprise accordée uniquement sur le réseau d'adduction eau potable (Roannaise de l'eau - LB7) : Nom du milieu : SI TEYSSONNE VAUZET Nom de la masse : La TEYSSONNE et ses affluents depuis sa source jusqu'à Noailly. - L'AP autorise un prélèvement sur le réseau public de 20 000 m3 et un débit maximal journalier de 100 m ³ .

Le PSH indique des volumes d'eau prélevés supérieurs à ceux autorisés :

Volume annuel prélevé	2022 (m3/an)	20465
Volume annuel prélevé	2023(m3/an)	23833
Volume annuel prélevé	2024 (m3/an)	23234

- L'étude de GIDAF montre des consommations journalières ne dépassant pas les 100 m3 autorisés (estimation basées sur les volumes rejetés).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Apporter les éléments techniques permettant de justifier du dépassement de la consommation d'eau annuelle (augmentation de l'activité notamment) et justifier de l'accord du fournisseur d'eau pour augmenter le volume autorisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Obligations déclaratives - GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7

Thème(s) : Risques chroniques, Obligations déclaratives - GEREP

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;
-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;
-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

Constats :

Données issues du PSH :

Volume annuel prélevé	2022 (m3/an)	20465
Volume annuel prélevé	2023(m3/an)	23833
Volume annuel prélevé	2024 (m3/an)	23234

GEREP 2022 : 20 465 m3
GEREP 2023 : 22 940 m3 en incohérence avec le volume déclaré dans le PSH.
Pas de déclaration GEREPA au titre de 2024 (A faire avant le 31/03/2025)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Renseigner l'outil GEREPA au titre de 2024. Vérifier les incohérences de déclaration entre les volumes prélevés figurant dans le PSH et ceux enregistrés sur GEREPA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion économe de l'eau de manière pérenne
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
Constats : L'exploitant a mis en œuvre des actions : - Recherche de fuite et réparation des canalisations ; - Changement du prestataire de nettoyage (depuis juillet 2025) ; - Adaptation des procédures de nettoyage dans l'objectif de réduire la consommation d'eau du nettoyage ; - Réunion de sensibilisation sur la gestion d'eau en entreprise ; Ces actions ne sont pas évaluées (faute d'un nombre de compteurs suffisant et d'un plan des réseaux efficient). Les ratios (volumes d'eau utilisés par indicateur de production) ne traduisent pas une diminution de la consommation d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le Plan de Sobriété hydrique doit être affiné pour être un véritable outil au service du pilotage de la consommation d'eau. Les actions mises en œuvre doivent être évaluées et les volumes économisés chiffrés. La réutilisation des eaux usées traitées (de la station) en remplacement de l'eau potable au niveau de la zone de déchargement des caisses et de l'atelier de plumage des volailles doit faire l'objet d'un porté à connaissance détaillé (plan, volume, traitement...) transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions

Référence réglementaire : Arrêté Cadre Sécheresse du 21/05/2025 article : 5 et Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions
Prescription contrôlée : Article 5 : Les tableaux en annexe 5 définissent les mesures de restrictions ou de suspensions adaptées à chaque situation en fonction du niveau de gravité de l'épisode de sécheresse. Pour les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) entrant dans le champ

d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé, en application de l'article 5, les objectifs de réduction définis au I de l'article 2 de l'arrêté ministériel et les exemptions listées à l'article 3 du même arrêté sont remplacés par ceux définis à l'annexe 5 du présent arrêté. Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel restent applicables.
Constats : L'entreprise prélève plus de 10 000 m ³ par an (AEP). Elle est donc soumise à la fois à l'arrêté cadre sécheresse du 21/05/2025 qui remplace les objectifs de réduction définis au I de l'article 2 et les exemptions listées à l'article 3 de l'Arrêté Ministériel du 30/06/2023 et à l'AM du 30/06/2023 et son article 4.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le PSH doit être complété (voir constats ci-dessus) et transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local

Référence réglementaire : Arrêté Cadre Sécheresse du 21/05/2025 article : 5
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre régional
Prescription contrôlée : Annexe 5 : Sont exemptées de toute restriction les entreprises qui répondent à l'un des critères suivants : 1) Pour toutes les entreprises : consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000m ³ /an et consommation totale inférieure à 7000m ³ /an (consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000m ³ /an dans le milieu + consommation sur le réseau d'eau potable) ; une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre pour ces activités. 2) Pour les ICPE uniquement : celles dont les prélèvements sont déjà réduits au minimum (c). Toute entreprise, pour bénéficier de ces exemptions, doit préalablement se déclarer en ligne via une téléprocédure différenciée selon le statut ICPE ou non de l'entreprise (...) L'absence de déclaration par téléprocédure conduit à l'inapplicabilité du régime d'exception.
Constats : L'entreprise demande à bénéficier de l'exemption des restrictions au titre du PSH.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une téléprocédure pour demander l'adaptation des usages industriels, artisanaux et commerciaux doit être faite sur le site de la DREAL. Cette déclaration est obligatoire pour pouvoir bénéficier de l'exemption liée au PSH. Transmettre à l'inspection le justificatif de cette télédéclaration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Sécheresse - respect des restrictions applicables

Référence réglementaire : Arrêté Cadre Sécheresse du 21/05/2025 article : 5
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des restrictions applicables
Prescription contrôlée : Connaissance de l'exploitant sur la gravité de la sécheresse atteinte au jour de l'inspection ou durant l'été. Vérifier l'application des mesures prévues dans le PSH.
Constats : Le jour de l'inspection la zone d'alerte et le seuil de sécheresse en vigueur ne sont pas clairement identifiés (zone Roannais LB7 _ niveau Alerte).

<p>Les sources d'informations "sécheresse" ne sont pas clairement identifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vigieau (https://vigieau.gouv.fr) - Lettre diffusion sécheresse (ldif.secheresse-loire@developpement-durable.gouv.fr)
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre en place une réelle veille "sécheresse" pour s'informer en temps réel, adapter les pratiques et mettre en place les actions spécifiques déclinées dans le PSH par seuils d'alerte.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 9 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des déclarations applicables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone LB7 - ROANNAIS est au seuil de l'Alerte.</p> <p>Les déclarations hebdomadaires via l'outil GIDAF ne doivent être mises en place qu'à compter du seuil de l'Alerte Renforcée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'outil GIDAF doit être paramétré dès à présent pour pouvoir être renseigné rapidement en cas de passage en Alerte Renforcée.</p> <p>Se référer au mail de la DREAL en date du 19/06/2025 (adresse mail utilisée : qualite@valeyresas.-com).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>